



LES FAITS MARQUANTS DU PREPCOM II DU SMDD: MERCREDI 6 FEVRIER 2002

La Plénière du matin prévue pour la poursuite de l'examen de la *Liste des Questions et Propositions pour Discussion* du Président a été annulée pour permettre la conduite de concertations régionales. L'après-midi, des séances parallèles ont été consacrées à un débat autour du rôle des média dans le développement durable et, dans une séance qui s'est poursuivie jusque dans la soirée, à la poursuite de commentaires sur la *Liste* du Président.

DISCUSSION INTERACTIVE

Les Vice-présidents du PrepCom, Lars-Göran Engfeldt (Suède) et Ositadinma Anaedu (Nigéria) coprésidèrent les débats.

LES OCEANS, LES LITTORAUX ET LES ZONES MARINES: La CHINE, au nom du G-77/CHINE, suggéra l'adoption d'une approche intégrée dans l'utilisation durable des ressources halieutiques, et la promotion de la productivité et de la biodiversité des zones humides, palétuviers et forêts pluvieuses. L'ESPAGNE, au nom de l'UE, appela à la mise en place d'un réseau des zones côtières protégées, et au suivi de la situation des océans. La PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE, pour l'AOSIS, encouragea le soutien de la Déclaration de Singapour et, avec l'Australie, la BARBADE, FIDJI, MAURICE, TRINITE ET TOBAGO et TUVALU, apporta son appui au contenu de la "section officielle."

TUVALU proposa, pour la durabilité des zones protégées, un programme permettant l'amélioration de la sécurité alimentaire, et appela à l'établissement de stations de services maritimes dans les lagons et les récifs. L'Australie encouragea l'amélioration des capacités nationales en matière de gestion des Zones Economiques Exclusives. L'AFRIQUE DU SUD, avec la NOUVELLE ZELANDE ET MAURICE, apporta son appui à la mise en place de stratégies pour le traitement du problème de la sur-pêche. La FEDERATION DE RUSSIE souhaita la suppression des "termes peu clairs" tels que "biens publics mondiaux" et "communaux mondiaux". Le délégué des ETATS-UNIS déclara que le développement effectif des zones côtières dépendait de la disponibilité de l'eau douce et de la santé des océans. L'EQUATEUR présenta un libellé complémentaire appelant à la mise en place de mécanismes pour la prévention de l'utilisation des espèces attrapées de manière illicite, dans les réserves.

Le CANADA ajouta l'amélioration de la coopération régionale, la conduite d'une évaluation scientifique de l'état des océans et la mise en place de partenariats et, appuyé par l'Australie et les ETATS-UNIS, l'adoption d'une approche de gestion intégrée basée sur les écosystèmes. Le JAPON proposa une clause sur l'application des conventions de l'Organisation Maritime Internationale sur la sécurité maritime et la prévention de la pollution marine. L'EGYPTE mit l'accent sur: l'accès des pays côtiers à la recherche scientifique menée à l'intérieur de leurs zones marines de leur juridictions nationales et régionales; et, avec la NOUVELLE ZELANDE, la réaffirmation de la Convention sur le Droit de la Mer en tant que cadre juridique devant

régir la gestion océanique. Avec l'ISLANDE et la NORVEGE, l'orateur indiqua que le libellé faisant référence au Processus Consultatif de l'Assemblée Générale de l'ONU (AGNU) sur les océans préjugeait des résultats de la 57^{ème} AGNU. L'ISLANDE appuya la proposition appelant à la conduite d'évaluations globales régulières sur l'état des océans et, avec la NORVEGE, fit objection aux références aux "communaux mondiaux." La NORVEGE souligna l'importance du respect des obligations prises dans ce domaine, ajoutant que la gestion des zones marines et des océans transcendait la pêche. L'IRAN mit en exergue le lancement d'une initiative mondiale pour la gestion des déchets et de l'entreposage, et la conduite d'évaluations d'impact environnemental à l'échelle des régions.

LES MOYENS DE MISE EN ŒUVRE: Cette "section officielle" comprend des sous-sections consacrées: au financement; au transfert des technologies; à la science, éducation et renforcement des capacités.

Le Financement: La CHINE, au nom du G-77/CHINE, proposa l'insertion de références au commerce international comme instrument de financement, la mention de mesures financières particulières et l'expansion du champ d'action et de la couverture de l'Initiative pour les Pays Pauvres Lourdemment Endettés. L'ESPAGNE, au nom de l'UE, mit en relief les ressources domestiques, comme étant les principales sources de financement pour le développement durable, les stratégies nationales de développement durable comme étant des instruments clés, ainsi que l'importance des mécanismes innovants.

L'Australie déclara que la conduite d'un débat sur la question du financement risquait de vider de leur sens, les conclusions de la Réunion de Monterrey sur le Financement du Développement (FdD). Notant que la création d'un Fonds pour l'Environnement avait été rejetée à Rio, et que le FEM s'est avéré incapable d'assurer le financement du développement durable, le ZIMBABWE souligna le besoin d'établir un fonds fiduciaire et appela à la concrétisation des objectifs de l'APD et à l'annulation de la dette. La FEDERATION DE RUSSIE appela à l'affectation de fonds spécifiques à des objectifs ciblés. L'INDONESIE mit en exergue le commerce international et l'accès au marché, les taxes sur le carbone et, la réduction et l'allègement de la dette. TUVALU donna un aperçu sur son fonds fiduciaire national pour le développement durable. Le MEXIQUE proposa l'intégration des considérations de développement durable dans les initiatives de promotion de l'investissement privé. Le délégué des ETATS-UNIS appela à l'intégration des résultats de la réunion sur le FdD dans le processus du SMDD, souligna l'importance d'adopter des politiques macroéconomiques saines, à l'échelle domestique, et appuya l'idée de fonder les prises de décision sur la science.

La REPUBLIQUE DE COREE, avec l'Australie, appuya le besoin de rationaliser les procédures du FEM de sélection et de financement des projets. La NORVEGE appela à la réalisation de l'objectif 0.7% du PIB pour l'APD, à une forte focalisation sur le secteur de la santé et à l'établissement d'un climat favorable à l'investissement privé. Le KIRGHIZSTAN plaida pour la mise à disposition

Ce numéro du Bulletin des Négociations de la Terre © <enb@iisd.org> a été rédigé par Wendy Jackson <wendy@iisd.org>, Wagaki Mwangi <wagaki@iisd.org>, Alison Ormsby <alison@iisd.org> et Andrey Vavilov <andrey@iisd.org>. Edition Numérique: Andrei Henry <andrei@iisd.org> et Leila Mead <leila@iisd.org>. Editrice en Chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Version Française: Mongi Gadhoun: <mongi@iisd.org>. Directeur du Service Information: Langston James Goree VI <kimo@iisd.org>. Logistique: Marcela Rojo <marcela@iisd.org>. Assistant en Ligne: Diego Noguera <diego@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du Bulletin sont: Le Ministère Néerlandais des affaires Etrangères, le Gouvernement du Canada (à travers l'ACDD), les Etats-Unis (à travers l'USAID), l'Agence Suisse de l'Environnement, des Forêts et du Paysage (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le DFID et l'OAEC), la Commission Européenne (DG-ENV), le Ministère Danois des Affaires Etrangères et le Gouvernement Allemand (à travers les Ministères de l'Environnement (BMU) et de la Coopération pour le Développement (BMZ)). Un soutien général a été accordé au Bulletin au titre de l'exercice 2002, par: les Ministères Finlandais des Affaires Etrangères et de l'Environnement, le Gouvernement Australien, les Ministères Suédois de l'Environnement et des Affaires Etrangères, le Ministère Nééo-Zélandais des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, les Ministères Norvégiens de l'Environnement et des Affaires Etrangères, Swan International et l'Agence Nipponne de l'Environnement (à travers l'IGES). La version Française est financée par le Ministère Français des Affaires Etrangères. Le Bulletin est joignable à <enb@iisd.org> et au tel: +1-212-644-0204; fax: +1-212-644-0206. L'IIDD peut être contacté par à <info@iisd.ca> et par courrier au 161, Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du Bulletin peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du Bulletin sont diffusées par courriel et sont disponibles à travers le serveur WWW Linkages à: <http://www.iisd.ca/linkages/>.



d'un financement, y compris pour les pays en transition économique (PTE), et pour le recyclage de la dette dans des projets de développement durable.

Le Transfert de Technologies et la Science, l'Education et le renforcement des capacités: Dans l'examen de ce thème, l'AFRIQUE DU SUD, au nom du G-77/CHINE, introduisit des paragraphes traitant des droits de propriété intellectuelle, de la productivité, et du développement des centres d'excellence régionaux pour la technologie, et suggéra des "affectations significatives" de l'APD en faveur de l'éducation en matière de développement durable. L'ESPAGNE, au nom de l'UE, mit en exergue: l'investissement dans l'information; la mise au point et l'application de capacités scientifiques et technologiques en matière de développement; l'amélioration des cadres politiques et institutionnels, à tous les niveaux; et la coopération internationale dans le domaine du renforcement des capacités scientifiques et technologiques des ressources humaines. L'orateur fit objection à l'idée de fournir aux pays en développement, l'accès aux seules technologies écologiquement rationnelles tombées dans le domaine public.

La FAO mentionna le renforcement des capacités dans tous les domaines sectoriels, et suggéra l'établissement d'un fonds fiduciaire pour la préservation des ressources génétiques. Le JAPON suggéra l'adjonction d'une nouvelle sous-section consacrée au thème de l'information pour la prise de décisions, et de nouveaux paragraphes sur les réseaux d'éducation environnementale et sur les systèmes de surveillance mondiaux. Le ZIMBABWE appela à l'élaboration d'un cadre pour le transfert des technologies. La FEDERATION DE RUSSIE appela à un transfert technologique en faveur des PTE. Le CANADA proposa la création d'un dixième groupe, pour l'éducation.

L'AFRIQUE ET LA DESERTIFICATION: L'AFRIQUE DU SUD, pour le G-77/CHINE, appela à séparer le thème de la désertification du chapitre consacré à l'Afrique et à accorder une prééminence au Nouveau Partenariat pour le Développement Africain (NEPAD). L'ESPAGNE, au nom de l'UE, appuya la proposition appelant à une focalisation sur l'Afrique et sur les initiatives menées par l'Afrique, telles que celle du NEPAD, et plaida pour l'encouragement du renforcement des capacités et des programmes d'échange Nord-Sud et Sud-Sud, ainsi que pour une prompt ratification et mise en application de la CCD, à travers des plans d'action nationaux.

L'INDONESIE requit l'insertion d'une référence aux considérations touchant à l'agriculture et à l'accès au marché des "zones arides appropriées" et à leur accès à l'agro-industrie. Le JAPON nota les conditions prévalant en Asie et indiqua que la question du développement durable doit être traitée dans un contexte mondial. Le délégué des ETATS-UNIS appuya la proposition du G-77/Chine appelant à mettre en relief le NEPAD, plaida pour l'expansion de la production agricole et pour l'insertion d'une référence aux questions de santé publique posées pour l'industrialisation de l'Afrique, nota que la désertification est un problème mondial, et indiqua que le FEM devait être considéré comme "un," et non "le," principal mécanisme de financement pour la CCD.

Le CANADA appela à l'encouragement d'engagements reflétant les principes de l'initiative NEPAD. Le MEXIQUE appuya la CCD, la qualifiant de haute priorité, et nota que la désertification affectait différentes régions du globe, y compris celle d'Amérique Latine et des Caraïbes. L'ILE MAURICE appuya l'idée de traiter la désertification comme un thème séparé, étant donné sa pertinence pour d'autres pays, et de placer la référence au début du chapitre, et nota que l'annulation de la dette est impérative pour sortir l'Afrique de son marasme économique. La FEDERATION DE RUSSIE nota le problème juridique posé par la "proclamation" de la CCD, principal outil de l'éradication de la pauvreté.

LA GOUVERNANCE: Au sujet de la gouvernance pour le développement durable, l'ARGENTINE, au nom du G-77/CHINE, souligna l'importance d'une évaluation et d'une assignation de nouvelles fonctions à la CDD. L'UE mit en exergue les stratégies nationales de développement durable, et la HONGRIE appela à l'inclusion d'autres parties prenantes dans les travaux du PrepCom III. L'Australie, le CANADA, la FEDERATION DE RUSSIE, la TURQUIE et les ETATS-UNIS mirent l'accent sur la gouvernance au niveau national. La SUISSE suggéra la prise en considération du principe de précaution avec le sujet de gouvernance pour le développement durable. Le MEXIQUE souligna l'adoption d'une perspective à long terme et suggéra que le travail sur le thème de la gouvernance pour le développement durable commence à un niveau international.

SEANCE DE DISCUSSION AVEC LES MEDIA

A l'ouverture de la séance, le Modérateur Shashi Tharoor, du Département de l'Information Publique des Nations Unies, posa aux participants les questions suivantes: Comment les media peuvent-ils

créer une prise de conscience et un enthousiasme pour le Sommet, si l'on reconnaît par ailleurs que le terme développement durable n'est pas ce qu'il y a de plus convivial? Comment les media devraient-ils apporter leur soutien à l'ordre du jour du développement durable? Les media s'intéressent-ils uniquement à la couverture des événements spectaculaires et des catastrophes et pas du tout au "journalisme aux épinars" — c'est à dire aux histoires bonnes pour vous?

James Laurie, Vice-président de News and Current Affairs, Star TV (Chine), fit remarquer que le terme développement durable est rarement prononcé à la télévision, car c'est "une locution sans signification pour la plupart des gens," même si bon nombre d'histoires comportent des éléments de ce thème. Barbara Pyle, Ex-vice-présidente de l'Environmental Programming, à la Turner Broadcasting (Etats-Unis), mit en exergue les programmes qui présentent des gens vivant dans tel ou tel contexte plutôt que des thèmes d'ordre général, notant que moins de couvertures sont consacrées à Johannesburg qu'il n'y en avait pour Rio. Simone Duarte, Chef du Bureau New Yorkais de Globo TV (Brésil), indiqua que le thème du développement durable est souvent couvert par la chaîne, sur un éventail allant des informations en prime time aux émissions consacrées aux problèmes environnementaux et jusque dans les feuillets à l'eau de rose, et nota que les journaux d'informations sont conçus de manière différente aux Etats-Unis. Snuki Zikalala, Executive Editor of News, à la South African Broadcasting Corporation (Afrique du Sud), parla de leur approche basée sur des émissions thématiques mensuelles consacrées à l'intérêt des êtres humains et qui couvre bien les thèmes du Sommet. Tim Hirsch, Senior Environmental Correspondent, BBC (Royaume-Uni), nota le risque posé par le "spinach journalism" qui prétend donner des leçons de comportement, et la confusion qui pourrait gagner les esprits autour du terme développement durable par l'inadvertance des media et l'inaction des gouvernements.

Au cours d'un segment question-réponse, l'audience posa aux conférenciers des questions sur le rôle des nouveaux media, tels que Internet, sur le besoin de media engagés et sur la responsabilité personnelle des journalistes, et suggéra diverses manières d'engager les media dans la couverture du Sommet.

En conclusion, les conférenciers indiquèrent que le thème développement durable est dur à vendre d'autant plus qu'il est concurrencé par un grand nombre d'événements, affirmant qu'un ordre du jour focalisé et concret pour Johannesburg, aura plus de chance d'être couvert par les media. A la clôture de la séance de travail, le Modérateur Tharoor commenta que la discussion a été "très stimulante et très informative." Tharoor devait également donner un briefing sur les efforts fournis par le programme de communication des Nations Unies pour la promotion du Sommet, signalant que de nombreux représentants de media ont déjà fait part de leur intérêt et sont en train de s'informer sur les procédures d'accréditation au Sommet.

DANS LES COULOIRS

La controverse qui dure depuis le lundi 28 janvier, au sujet de l'accréditation d'une ONG impliquée dans la Campagne Internationale pour le Tibet, laissée en suspens en attendant la tenue de consultations informelles, en raison de l'objection faite pas la Chine, semble sur le point d'aboutir. Il est probable, en effet, que le PrepCom procède à un vote sur la question, vendredi, l'un des groupes régionaux étant encore en faveur de son accréditation. La raison évoquée pour l'objection est que la charte de cette ONG appelle à l'indépendance du Tibet.

Dans l'intervalle, l'Afrique du Sud a donné un exposé exhaustif sur la logistique du SMDD et sur l'effort quasi-surhumain fourni pour l'accueil de plus de 65,000 participants au Palais des Congrès de Sandton et autres sites annexes. L'oratrice a donné des indications sur les services et des facilités mises à la disposition des délégations et des ONG, les manifestations parallèles et les programmes culturels et sociaux. Les mesures de sécurité prises pour les chefs d'Etat et de gouvernement promettent d'être strictes et d'assurer en même temps au processus toute la transparence requise par les participants.

A SUIVRE AUJOURD'HUI

PLENIERE: La Plénière se réunira de 10h à 13h dans la Salle de Conférence 1 pour entendre les présentations de l'Indonésie et de l'Afrique du Sud respectivement sur l'avancement des préparatifs du PrepCom IV et du Sommet.

CONSULTATIONS INFORMELLES: Les délégués se réuniront de 15h à 18h dans la Salle de Conférence 1 pour des consultations informelles sur le thème de la gouvernance pour le développement durable